



Arrêt

**n° 180 446 du 9 janvier 2017
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
chargé de la Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 août 2016, par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, pris le 8 août 2016.

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 octobre 2016 convoquant les parties à l'audience du 17 novembre 2016.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. VANCRAEYNEST *loco* Me S. GIOE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé sur le territoire le 14 avril 2016 et introduit une demande d'asile. Il est mis en possession d'une annexe 26 le 19 avril 2016. Il est entendu le 21 avril 2016.

1.2. Le 26 avril 2016, les autorités belges sollicitent des autorités luxembourgeoises la prise en charge du requérant, demande qu'elles acceptent le 29 avril 2016.

1.3. Le 8 août 2016, la partie défenderesse prend une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire. Cette décision qui constitue l'acte attaqué est motivée comme suit :

« La Belgique n'est pas responsable de l'examen de la demande d'asile, lequel incombe au Luxembourg en application de l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'article 12(2) du Règlement (UE) 604/2013 ;

Considérant que l'intéressé déclare être arrivé en Belgique le 09 avril 2016 muni de sa carte d'identité 300493 ;

qu'il a introduit une demande d'asile en Belgique le 19 avril 2016 ;

Considérant que les autorités belges ont adressé aux autorités luxembourgeoise une demande de prise en charge de l'intéressé sur base de l'article 12 (2) ou (3) du Règlement 604/2013 en date du le 26 avril 2016;

Considérant que les autorités luxembourgeoises ont marqué leur accord pour la prise en charge du requérant sur base de l'article 12 (2) en date du 29 avril 2016 (réf. Belge :8242831, réf. Luxembourgeoise: 503798PL/stal) ;

Considérant que l'article 12 (2) du Règlement 604/2013 stipule que : « Si le demandeur est titulaire d'un visa en cours de validité, l'État membre qui l'a délivré est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, sauf si ce visa a été délivré au nom d'un autre État membre en vertu d'un accord de représentation prévu à l'article 8 du règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas. Dans ce cas, l'État membre représenté est responsable de l'examen de la demande de protection internationale. » ;

Considérant que l'intéressé déclare avoir voyagé de Turquie à Bruxelles avec un visa demandé par un passeur à Istanbul pour un pays qu'il ne connaissait pas et que c'est seulement à l'Office des Etrangers qu'il appris qu'il s'agissait d'un visa délivré par l'ambassade luxembourgeoise ;

Considérant que les déclarations du candidat ne sont corroborées par aucun élément de preuve ou de précision circonstancié ; qu'il ressort des informations en possession des services compétents de l'Office des Étrangers,

que seuls les demandeurs d'un visa peuvent effectivement introduire une demande de visa en leur nom auprès d'autorités diplomatiques, et que le système Afis Buzae VIS permet, aux moyens de relevés d'empreintes digitales, de déterminer avec exactitude l'identité de ces demandeurs ; que l'intéressé a demandé un visa aux autorités diplomatiques luxembourgeoises à Ankara en Turquie le 04/04/2016, comme le confirme le résultat du système d'identification automatique par empreintes digitales AFIS Buzae (LUXLUTANK-2016-411) ; que les autorités luxembourgeoises ont accepté la demande de prise en charge de l'intéressé sur base de l'article 12 (2) du Règlement 604/2013 ;

Considérant que, lors de son audition à l'Office des étrangers, l'intéressé a indiqué que sa présence sur le territoire du Royaume était due au fait que sa sœur y résidait et qu'elle pouvait lui être utile psychologiquement ;

Considérant que dans son courrier du 02 mai 2016 le Conseil de l'intéressé a aussi indiqué que « Compte tenu de son nécessaire besoin d'assistance psychologique (voire psychiatrique), il paraît , de surcroît , contraire aux droits fondamentaux de Monsieur

Peker de le contraindre à s'établir à distance de sa sœur, « proche » au sens du Règlement Dublin qui lui apporte le soutien et l'assistance permettant à Monsieur PEKER de conserver sa dignité humaine et de faire face aux procédures » ;

Considérant que ces arguments, non-étayés ne sont corroborés par aucun élément de preuve ou de précision circonstancié comme notamment un certificat médical attestant la pathologie précise dont souffrirait l'intéressé ;

Considérant que dans son courrier du 02 juin le Conseil de l'intéressé a promis d'envoyer à l'Office des étrangers « un rapport psychologique ou médical sur l'état de santé mentale de Monsieur Peker » et que ce rapport n'est pas encore à la disposition de l'Office des Etrangers au moment de la prise de décision de transférer l'intéressé dans le pays responsable de sa demande d'asile dans le cas d'espèce le Luxembourg;

Considérant que cet argument ne peut constituer une dérogation à l'application du Règlement 604/2013 ; que les autorités belges et luxembourgeoises ont respecté les délais prescrits par le Règlement 604/2013 afin de déterminer l'État-membre responsable de l'examen de la demande d'asile de l'intéressé ;

Considérant que l'intéressée a souligné avoir une sœur reconnue réfugiée en Belgique en Belgique et que son avocat explique que son client est « une personne à charge psychologique pour sa sœur » ;

Considérant toutefois que l'article g) du Règlement 604/2013 entend par « [...] « membres de la famille », dans la mesure où la famille existait déjà dans le pays d'origine, les membres suivants de la famille du demandeur présents sur le territoire des Etats membre, le conjoint du demandeur d'asile ou son ou sa partenaire non marié(e) engagé(e) dans une relation stable [...], les enfants mineurs des couples visés au premier tiret ou du demandeur à condition qu'ils soient non mariés et qu'ils soient nés du mariage, hors mariage ou qu'ils aient été adoptés au sens du droit national [...], lorsque le demandeur est mineur et non marié, le père, la mère ou un autre adulte qui est responsable du demandeur [...] lorsque le bénéficiaire d'une protection internationale est mineur et non marié, le père, la mère ou un autre adulte qui est responsable du bénéficiaire [...] » et que dès lors l'intéressé étant majeur, une sœur aussi majeure que lui est exclue du champ d'application de cet article;

Considérant que l'art. 8 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ne vise que des liens de consanguinité suffisamment étroits; la protection offerte par cette disposition concerne essentiellement la famille restreinte aux ascendants et descendants directs et ne s'étend qu'exceptionnellement à d'autres proches qui peuvent jouer un rôle important au sein de la famille. Considérant également qu'en tout état de cause, la vie familiale alléguée doit être effective et préexistante ;

Plus précisément, la jurisprudence de la Cour EDH établit que si le lien familial entre des partenaires et entre des parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre membres majeurs d'une même famille. Ainsi dans l'arrêt Mokrani c. France (15/07/2003) la Cour considère que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontré l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ». Le CCE, estime dans sa jurisprudence qu'il y a lieu de prendre en considération toutes indications [...] comme [...] la cohabitation, la dépendance financière ou matérielle d'un membre de la famille vis-à-vis d'un autre ou les liens réels entre eux.

Considérant que l'intéressé ne réside pas chez sa sœur et que par ailleurs aucune preuve matérielle n'a jusqu'ici été fournie sur les problèmes psychologiques allégués dont souffrirait l'intéressé ;

Considérant que l'intéressé n'a pas vécu avec sa sœur ces deux trois dernières années et que même depuis son arrivée en Belgique il réside loin de sa sœur dans un centre pour demandeur d'asile ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier de l'intéressée que les liens qui l'unissent à sa sœur ne sortent pas du cadre des liens affectifs normaux entre frères et sœurs ;

Considérant que hormis les déclarations non étayées de l'intéressé, à aucun moment celui-ci ou son conseil n'ont précisé que le requérant est incapable de s'occuper seul de lui-même ou que sa sœur est incapable de s'occuper seule d'elle-même.

Considérant qu'aucune disposition de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 8 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953, n'impose à un Etat saisi d'une demande d'asile de la considérer comme nécessairement connexe à une décision qu'il a déjà prise à l'égard d'un membre de la famille du demandeur ;

Considérant que l'exécution de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater) n'interdira pas le requérant d'entretenir à partir du territoire luxembourgeois des relations suivies (contacts, soutien, aide matérielle...) avec sa sœur s'ils le souhaitent;

Considérant que le Luxembourg, à l'instar de la Belgique, est un pays où il y a la sécurité puisqu'il s'agit d'une démocratie respectueuse des droits de l'Homme dotée de forces de l'ordre et d'institutions (tribunaux...) qui veillent au respect de la loi et à la sécurité des personnes qui y résident et où il est possible de solliciter la protection des autorités luxembourgeoises en cas d'atteintes subies sur leur territoire, que l'intéressé aura dès lors tout le loisir de demander la protection des autorités luxembourgeoises en cas d'atteintes subies sur leur territoire et qu'il n'a pas apporté la preuve que si jamais des atteintes devaient se produire à son égard, ce qui n'est pas établi, les autorités luxembourgeoises ne sauront garantir sa sécurité, qu'elles ne pourront le protéger d'éventuelles persécutions sur leur territoire ou encore qu'elles lui refuseraient une telle protection;

Considérant que l'intéressé a déclaré, lors de son audition à l'Office des étrangers, avoir des problèmes psychologiques et des trous de mémoire ;

Considérant cependant que le candidat n'a soumis aucun document médical indiquant qu'il est suivi en Belgique, qu'un traitement doit être suivi pour des raisons médicales en Belgique, qu'il est dans l'incapacité de voyager et qu'il serait impossible de lui assurer un suivi médical dans un autre pays membre signataire du Règlement 604/2013

Considérant que le document d'enregistrement de FEDASIL (Fiche de screening Médical à l'Entrée) ne peut pas tenir lieu d'une attestation médicale ;

Considérant aussi que rien n'indique dans le dossier de l'intéressé consulté ce jour, que celui-ci ait introduit une demande de régularisation sur base de l'article 9ter ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980;

Considérant que le Luxembourg est le pays responsable de la demande d'asile de l'intéressé conformément au Règlement UE 604/2013 du 26 juin 2013 ;

Considérant que l'intéressé a été auditionné 3 fois pour répondre notamment à la demande de son Conseil du 02 mai 2016 et que son conseil a reçu les informations nécessaires pour accéder au contenu des auditions de son client ;

Considérant que le Luxembourg est un État européen qui dispose d'une infrastructure médicale de qualité et d'un corps médical compétent et que l'intéressé peut demander, en tant que candidat réfugiée, à y bénéficier de soins de santé ; que les services médicaux de le Luxembourg sont compétents pour prendre en charge les problèmes de santé de l'intéressé ; que l'intéressé, pour organiser son transfert, peut prendre contact en Belgique avec la cellule Sefor, qui informera les autorités luxembourgeoises de son transfert au moins plusieurs jours avant que celui-ci ait lieu, afin de prévoir les soins appropriés à lui fournir, et ce, en application des articles 31 et 32 du Règlement 604/2013 (ces articles prévoient un échange de données et d'informations – comprenant tous les documents

utiles – concernant l'état de santé de la personne transférée entre l'Etat membre qui transfère le demandeur d'asile et l'Etat membre responsable de la demande, avant que le transfert effectif de l'intéressé ait lieu) ; qu'il appartient dès lors à l'intéressé, s'il le souhaite, de veiller à ce que cette prise de contact avec le Sefor soit effectuée en temps utile, afin d'informer les autorités luxembourgeoises de son état de santé ; que le Luxembourg est soumis à l'application de la Directive européenne 2013/33/UE relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres, de sorte que l'intéressé pourra jouir des modalités de conditions matérielles d'accueil prévues par cette directive au Luxembourg ; que des conditions de traitement moins favorables au Luxembourg qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3 ;

Considérant qu'en aucun moment, l'intéressé n'a fourni une quelconque précision concernant toute autre circonstance exceptionnelle qui eût pu justifier, le cas échéant, le traitement de sa demande d'asile en Belgique et qu'il n'invoque aucun autre problème par rapport au Luxembourg qui pourrait justifier le traitement de sa demande en Belgique ;

Considérant que le requérant n'a pas apporté la preuve d'avoir subi un traitement dégradant ou inhumain sur le territoire luxembourgeois ;

Considérant que le Luxembourg est un pays démocratique doté d'institutions indépendantes qui garantissent au candidat demandeur d'asile un traitement juste et impartial ;

Considérant que le Luxembourg est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est partie à la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme ;

Considérant en outre, que le Luxembourg est soumis à l'application des directives 2013/33/UE, 2011/95/UE et 2013/32/UE, de sorte que l'on ne peut considérer que les autorités luxembourgeoises pourraient avoir une attitude différente de celle des autres Etats membres lors de l'examen de la demande d'asile de l'intéressé ;

Considérant qu'il n'est pas établi que l'examen de la demande d'asile de l'intéressé par les autorités luxembourgeoises se fera sans objectivité et que cet examen entraînerait pour le requérant un préjudice grave difficilement réparable ; qu'en outre, au cas où les autorités luxembourgeoises décideraient de rapatrier l'intéressé en violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme celui-ci pourrait, tous recours épuisés, saisir la Cour européenne des droits de l'homme et lui demander, sur base de l'article 39 de son règlement intérieur, de prier lesdites autorités de surseoir à l'exécution du rapatriement jusqu'à l'issue de la procédure devant cet organe ;

Considérant qu'il ne peut être présagé de la décision des autorités luxembourgeoises sur la demande d'asile de l'intéressé ;

Enfin, le HCR n'a pas publié récemment de rapport dans lequel il indiquerait que le système de la procédure et des conditions d'accueil des demandeurs d'asile au Luxembourg exposerait les demandeurs d'asile transférés au Luxembourg dans le cadre du règlement Dublin à des défauts structurels qui s'apparenteraient à des traitements inhumains ou dégradants dans le sens de l'art. 3 de la CEDH et de l'article. 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dès lors, il n'est pas établi à la lecture du dossier de l'intéressé que ce dernier ne sera exposé de manière systématique et automatique à un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'art 3 de la CEDH et l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Considérant, au surplus, que compte tenu des éléments invoqués ci-dessus, les autorités belges décident de ne pas faire application de l'art. 17.1 du Règlement 604/2013 ;

En conséquence, le prénommé doit quitter le territoire de Belgique, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen(3), sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre, dans les 10 (dix) jours et se présenter auprès des autorités luxembourgeoises ⁽⁴⁾.

(1) Biffer la mention non applicable.

(2) Indiquer l'Etat responsable.

(3) Il s'agit des autres Etats membres de la Convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990. La liste de ces Etats est consultable sur le site web dofi.ibz.be, rubrique « Contrôle aux frontières », rubrique « Informations », « LISTE DES ETATS MEMBRES EEE/EU/SCHENGEN ».

(4) Indiquer les autorités compétentes de l'Etat responsable auprès desquelles l'étranger doit se présenter.

(5) Indiquer le nom et la qualité de l'autorité.

(6) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a élu domicile. »

2. De l'intérêt au recours

2.1. A l'audience du 17 novembre 2016, la partie requérante dépose un document pour une audition du requérant le 28 novembre 2016.

2.2. En effet, compte tenu de ce nouvel élément, il y a lieu de considérer que les autorités belges se considèrent désormais compétentes pour l'examen de la demande d'asile du requérant, et que celui-ci n'a plus intérêt à poursuivre devant le Conseil de céans une décision antérieure de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire. La question juridique de la détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, qui était au centre des développements du recours, a en effet été vidée.

2.3. Il s'ensuit que les autorités luxembourgeoises ne sont plus responsables du traitement de la demande d'asile du requérant, dont la responsabilité incombe désormais à la Belgique.

En conséquence, la partie requérante n'a plus d'intérêt actuel à l'annulation de décision attaquée, qui a été implicitement retirée.

Le recours est par conséquent devenu irrecevable pour défaut d'objet.

3. Débats succincts

3.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le neuf janvier deux mille dix-sept par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A.D. NYEMECK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A.D. NYEMECK

M.-L. YA MUTWALE